

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Déclaration de la commission exécutive de la CGT

S'organiser pour durer et gagner

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : samedi 7 juin 2003

Démocratie & Socialisme

Ce sont plusieurs millions de salariés qui depuis le 1er février sont engagés sous des formes multiples dans une bataille pour la garantie véritable de l'avenir de nos régimes de retraite.

La journée de grève et de manifestations du 3 juin traduit l'extension de ce mouvement à de nouvelles catégories et confirme l'engagement de plus en plus fort des salariés du secteur privé, des jeunes, des femmes, des cadres : cette ampleur des mobilisations contredit l'affirmation gouvernementale relayée par les médias, d'un affaiblissement des actions contre son projet de réforme des retraites.

Faisant fi de cela, le gouvernement refuse obstinément l'ouverture de négociations tout comme un véritable débat public et confédéral. Il préfère passer outre à l'opinion des syndicats qui représentent une majorité de salariés. Maintenant, il utilise la force, l'intimidation et la provocation contre ceux qui se sont engagés dans les actions et les grèves. Loin d'être un signe de force, ces réactions traduisent un déni de démocratie.

Quelles que soient les campagnes médiatiques orchestrées aujourd'hui, plus de 75 % de la population rejette le projet gouvernemental en l'état.

Il y a de réelles alternatives à ce que veut imposer le gouvernement.

Ce qui est juste, équitable et nécessaire, c'est d'assurer un haut niveau de retraite par rapport au salaire, de garantir un droit effectif à la retraite à taux plein à 60 ans, de reconnaître un droit au départ anticipé pour les salariés exerçant des travaux pénibles ou ayant connu des carrières longues, d'intégrer les périodes d'études, d'apprentissage et de recherche d'un premier emploi.

Il faut mettre à bas le dogme de la baisse des prélèvements obligatoires. Il serait juste de négocier une hausse de la contribution des employeurs assortie de nouvelles modalités pour qu'elles ne pèsent pas sur les industries de main-d'œuvre. Cette question du financement est au cœur de l'affrontement sur les retraites.

Les salariés exigent une toute autre réforme des retraites, passant par de véritables négociations avec les organisations syndicales. Pour cela, ils placent une confiance accrue dans le syndicalisme. La CGT entend bien être à l'offensive pour répondre à cette attente.

La Commission exécutive appelle l'ensemble des syndiqués de la CGT à se réunir très rapidement pour être acteurs déterminants de la poursuite de l'élargissement de mobilisation générale.

La CGT s'engage pour la journée d'action du MARDI 10 JUIN, décidée en commun avec FO, FSU, UNSA, jour d'ouverture du débat à l'Assemblée Nationale, nouveau rendez-vous national de grèves et manifestations, où les salariés du secteur privé comme du secteur public se retrouveront ensemble.

Pour sa part, la CGT propose que l'on envisage d'autres temps forts de la mobilisation, par exemple les 12 et 15 juin prochains.

Pour gagner cette bataille, la mobilisation nécessite un élargissement encore plus significatif. Pour cela, l'engagement des syndiqués et des salariés est plus que jamais indispensable.

La CGT appelle ses organisations à se réunir pour assurer le succès de ses initiatives et décider des prolongements

immédiats. Initiatives, grèves et manifestations doivent désormais se développer quotidiennement afin d'exprimer les exigences sociales en direction du patronat, des pouvoirs publics et des élus.

Montreuil, le 5 juin 2003